

EXTRÊME-DROITE EN EUROPE

LES MAL-LOGÉS EN

DANGER!

**FONDATION
POUR LE LOGEMENT**

Un combat en héritage

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
PARTIE I DES POLITIQUES DU LOGEMENT DÉLAISSÉES	6
PARTIE II L'ÉTAT PROVIDENCE DÉMANTELÉ	17
PARTIE III DES POLITIQUES OUVERTEMENT ANTI-IMMIGRATION	21
CONCLUSION	25

EXTRÊME DROITE EN EUROPE : LES MAL-LOGÉS EN DANGER
ÉDITION 2026

RÉDACTION

Fondation pour le Logement des Défavorisés
Sarah Coupechoux

MISE EN PAGE

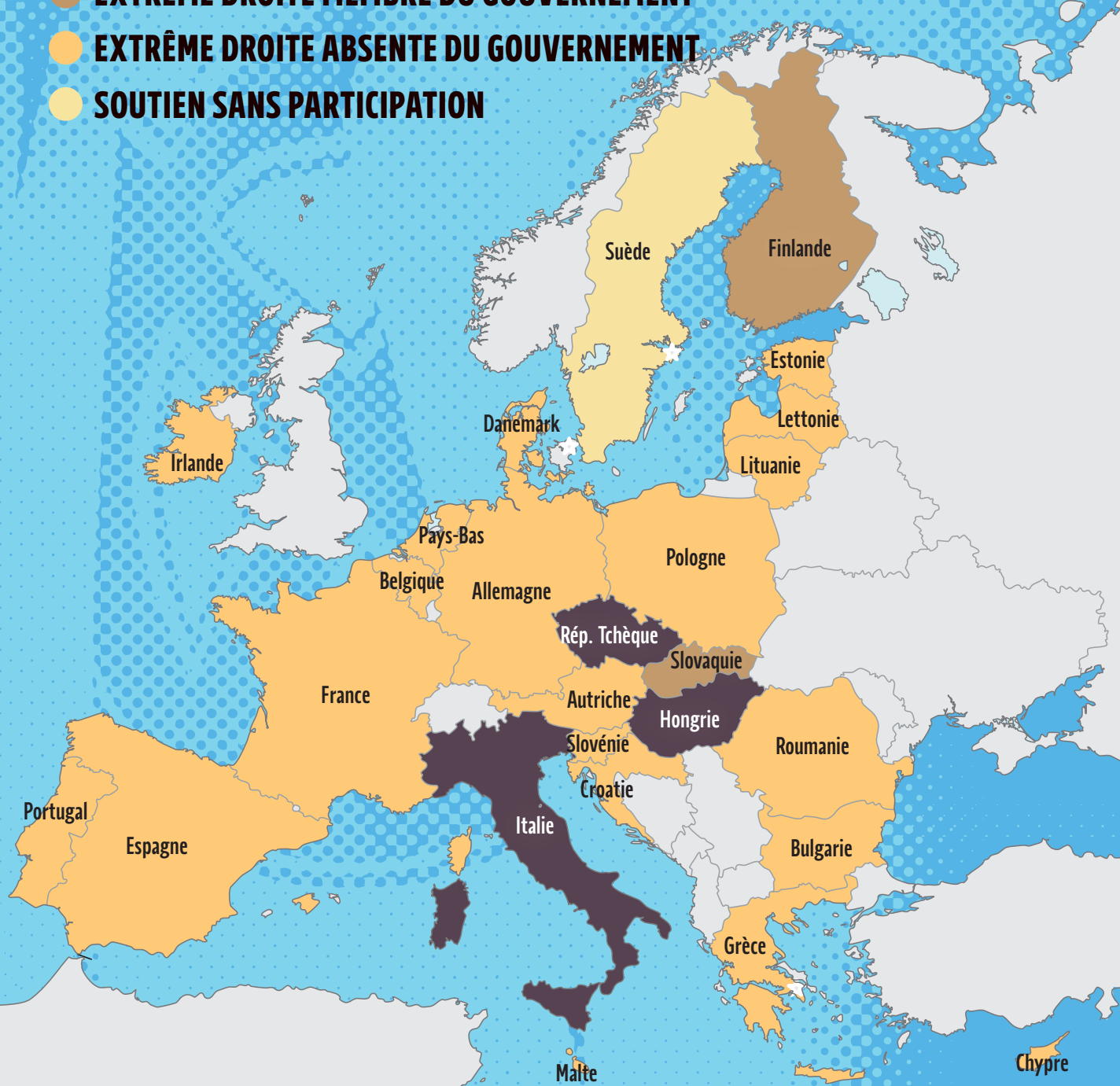
Atelier444
Isabella Marques

PHOTOGRAPHIES

Libres de droits

L'EXTRÊME DROITE DANS LES GOUVERNEMENTS DES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE

- GOUVERNEMENT DIRIGÉ PAR L'EXTRÊME DROITE
- EXTRÊME DROITE MEMBRE DU GOUVERNEMENT
- EXTRÊME DROITE ABSENTE DU GOUVERNEMENT
- SOUTIEN SANS PARTICIPATION



En Europe, quatre pays sont aujourd'hui dirigés par des chefs de gouvernement issus de partis d'extrême droite : l'Italie, la Hongrie, la République tchèque et, dans une certaine mesure, la Belgique. Si ces États demeurent minoritaires, les idées de l'extrême droite, elles, progressent à l'échelle du continent.

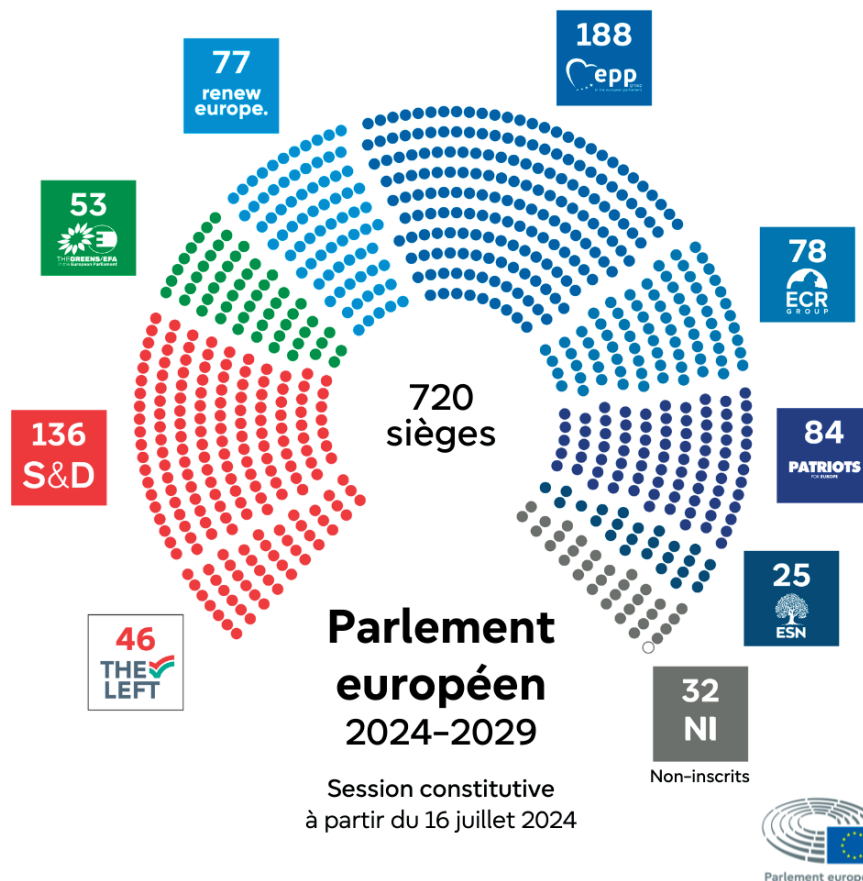
Cette dynamique s'explique d'abord par les alliances conclues entre la droite dite traditionnelle et des formations d'extrême droite, permettant à certaines majorités d'accéder au pouvoir. C'est notamment le cas en Autriche, où le gouvernement conservateur de Christian Stocker s'appuie sur ce type de partenariat. Ailleurs, certains exécutifs ont repris à leur compte des thématiques portées par l'extrême droite pour élargir leur base électorale. Au Danemark, par exemple, le gouvernement social-démocrate

de Mette Frederiksen a adopté un discours particulièrement restrictif sur l'immigration lors de ses campagnes électorales.

Par ailleurs, la progression des partis d'extrême droite dans les parlements nationaux et lors des élections locales contribue à la banalisation de leurs idées. Celles-ci sont de plus en plus reprises par les forces politiques traditionnelles et s'imposent progressivement dans les débats politiques et médiatiques.

Cette évolution est également visible à l'échelle européenne. Lors des élections européennes de 2024, l'extrême droite a remporté 187 sièges sur 720, contre 118 lors de la précédente mandature, représentant ainsi 26 % du Parlement européen. Pour la première fois dans l'histoire des institutions européennes, la droite et l'extrême droite se sont alliées, en novembre 2025, pour assouplir les règles sociales et environnementales que l'Europe veut imposer aux entreprises.

COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPÉEN



Les années 2026 et 2027 s'annoncent décisives, avec plusieurs scrutins majeurs prévus au Portugal, en Allemagne, en Espagne ou encore en Hongrie, dans un contexte de montée continue des partis d'extrême droite et de diffusion de leurs idées.

Or, là où elle est présente, l'extrême droite entraîne un recul des politiques sociales. Loin de trouver des solutions à la crise du logement, les choix économiques et sociaux des partis d'extrême droite risquent d'entraîner une augmentation du nombre de ménages dans le besoin et une dégradation des mesures les protégeant encore d'un marché du logement devenu incontrôlable.

Depuis 2015, les prix du logement ont augmenté de 60 % au sein de l'Union Européenne. Aujourd'hui, près de 9 % des Européens consacrent plus de 40 % de leurs revenus au paiement de leur logement, et les populations les plus pauvres sont les plus fortement touchées. Le logement est devenu l'une des principales préoccupations des citoyens européens, et la pénurie de logements a entraîné des mobilisations dans de nombreuses villes : à Lisbonne, Amsterdam, Prague, Milan ou encore à Londres. Partout, les manifestants s'insurgent contre l'explosion des loyers et l'impossibilité croissante d'accéder à la propriété.

Face à ces inquiétudes, les partis d'extrême droite, notamment aux Pays-Bas, en Irlande, au Portugal ou plus récemment en Allemagne, instrumentalisent la crise du logement dans leurs campagnes électorales. Ils accusent les gouvernements précédents d'inaction et désignent l'immigration comme principale responsable. À l'image de Marine Le Pen qui, en février 2025, relève sur son compte X les chiffres du sans-abrisme en France en désignant comme responsable « *l'immigration de masse qui aggrave la pression sur le logement social et le parc locatif privé des classes populaires* ».

L'aggravation des inégalités et la précarisation des ménages ont ainsi constitué ces dernières années un terreau favorable à l'essor de ces idéologies. Inspirés des courants du « *welfare chauvinism* »¹, les partis d'extrême droite européens défendent depuis les années 1990 l'idée d'un État protecteur, mais réservé aux seuls nationaux. Ils promeuvent ainsi un État-providence « *dualiste* » : protectionniste pour les « *méritants* » et néolibéral pour les « *non-méritants* »². Ces derniers désignent en premier lieu les personnes avec un parcours de migration mais cette opposition concerne également les « *paresseux* » ou « *parasites* » qui ne participeraient pas suffisamment à l'effort pour la nation, face aux « *travailleurs* »³. Un discours qui contribue largement à la stigmatisation de certains groupes sociaux : migrants ou encore chômeurs de longue durée. En plaidant pour un durcissement des politiques migratoires et un accès au logement basé sur la préférence nationale, ces partis politiques attirent l'attention d'un électorat de plus en plus jeune mu par un sentiment de déclassement⁴.

Pourtant, derrière cette rhétorique sociale, les mesures proposées et mise en œuvre par l'extrême droite fragilisent en réalité les plus démunis et favorisent les plus aisés. Leur accession au pouvoir en Europe, nourrie par des orientations ultralibérales promues notamment par Donald Trump outre-Atlantique, fait ainsi peser un risque majeur d'aggravation de la crise du logement, entre autres.

1. Rydgren, J. (2004). Explaining the Emergence of Radical Right-Wing Populist Parties: The Case of Denmark. *West European Politics*, 27(3), 474-502. <https://doi.org/10.1080/0140238042000228103>.

2. [The populist-radical-right impact on the welfare state](#)

3. Juliana Chueri, An emerging populist welfare paradigm? How populist radical right-wing parties are reshaping the welfare state, Université de Lausanne, 2022.

4. Voir par exemple en ce sens les travaux de Félicien Faury.

PARTIE I

DES POLITIQUES DU LOGEMENT DÉLAISSÉES

Bien que certains partis aient expressément évoqué la crise du logement comme un argument de campagne, aucun d'entre eux ne s'est engagé dans la mise en œuvre de politiques volontaristes pour le logement.

Production en berne, diminution des aides financières, refus de réguler les marchés ou encore réticence à rénover : les politiques de logement sont délaissées dans les pays où l'extrême droite est au pouvoir. Le Parlement européen estimait en 2024 que 3 millions d'unités devaient être produites par an pour répondre à la crise du logement actuelle. L'arrivée au pouvoir des partis d'extrême droite, qui refusent d'investir dans la production de logement, ne peut pas être la réponse à la crise que traverse l'Europe. La demande de logement abordable risque dans ce contexte d'augmenter de façon exponentielle et de laisser de côté de nombreux ménages, sans aucune solution de logement.

UN DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT DANS LA PRODUCTION DE LOGEMENT SOCIAL

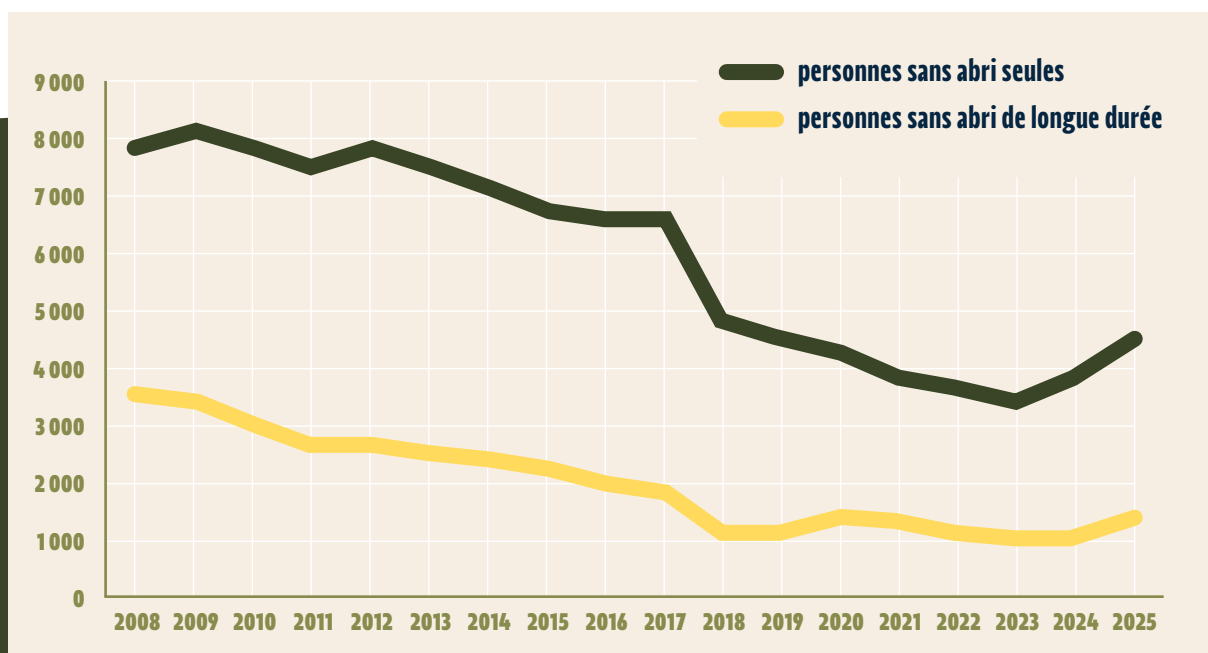
LA FINLANDE : RÉCENTE AUGMENTATION DU NOMBRE DE SANS DOMICILE

Montrée en exemple depuis de nombreuses années pour ses politiques de lutte contre le sans-abrisme, la Finlande en est le meilleur exemple. Le pays fait récemment face à un retournement de situation soudain.

Pour la première fois depuis plus de dix ans, le nombre de personnes sans domicile a augmenté en 2024 et en 2025. À cette date, 4 579 personnes vivant seules étaient sans domicile en Finlande, soit 1 150 de plus qu'en 2023.

PERSONNES VIVANT SEULES ET SANS ABRI DE LONGUE DURÉE

EN FINLANDE ENTRE 2008 et 2025 © Centre de construction de logements subventionnés par l'État



Et pour cause, les intentions du nouveau gouvernement sont claires : le logement n'est plus une priorité en Finlande. La nouvelle coalition entre les conservateurs et l'extrême droite a décidé de ralentir la production de logements et d'opérer d'importantes coupes budgétaires dans les aides au logement, notamment pour les étudiants.

Alors que les budgets consacrés à l'accompagnement des ménages en matière de logement ont été divisés par deux, à Helsinki, le nombre de rendez-vous avec ces services a augmenté de 80 % en 2024. La Y Foundation, acteur majeur du modèle Logement d'Abord finlandais, fait d'ailleurs un lien direct entre les coupes budgétaires et l'augmentation des expulsions locatives et du sans-abrisme.⁵

Dans le même temps, sans le supprimer, le gouvernement a choisi d'affaiblir le rôle du Centre de financement et de développement du logement en Finlande (ARA), organisme jusqu'alors indépendant et chargé de la planification de la production de logements. Celui-ci a été intégré au ministère de l'Environnement, perdant ainsi son autonomie. Parallèlement, le Comité ministériel sur la politique économique a décidé que le Fonds de production de logement serait intégré au budget général de l'État à compter de 2026.⁶

Ces réorganisations institutionnelles se sont accompagnées de coupes drastiques dans le budget du logement adapté. Seulement 15 millions d'euros ont été inscrits pour l'investissement en faveur des publics vulnérables en 2025 contre 63 millions d'euros en 2024, et une dépense réelle de 120 millions d'euros en 2023. Ces subventions servent pourtant à soutenir le logement des publics les plus fragiles : les personnes âgées, les personnes présentant des problèmes de santé mentale ou des addictions, des jeunes ayant besoin d'un soutien spécial ou encore des étudiants.

Conséquences de ces coupes budgétaires, et malgré les besoins croissants pour la jeune génération, la construction de nouveaux logements pour les jeunes et les étudiants pourrait s'arrêter complètement, le gouvernement ayant décidé de destiner les subventions restantes à d'autres catégories de personnes.

LES PAYS-BAS : UN PLAN LOGEMENT SANS FINANCEMENT

Aux Pays-Bas, jusqu'aux récentes élections législatives d'octobre 2025, la politique du logement menée ces dernières années s'inscrivait de plus en plus dans un cadre idéologique marqué par l'influence de l'extrême droite, notamment après la progression électorale du Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders et sa capacité à peser sur l'agenda politique.

Alors que le pays fait face à une pénurie structurelle de logements et à une hausse continue des prix, les réponses apportées ont privilégié une approche restrictive et excluante plutôt que des investissements massifs dans le logement social.

Le gouvernement de coalition avait bien déclaré vouloir lancer une politique ambitieuse de construction de logements abordables (100 000 logements abordables neufs par an) en se basant sur des accords locaux, les « *Woontop* », passés entre les municipalités, les acteurs de la construction et les investisseurs. Mais ces acteurs, réunis lors d'un sommet fin 2024 ont estimé que ces objectifs ne pourraient pas être atteints compte tenu du niveau de financement prévu par le gouvernement. Ils se sont en plus inquiétés des possibles conflits qui pourraient émerger entre les municipalités et l'État concernant les contributions financières⁷.

5. [Homelessness on the Rise in Finland - Y-Säätiö](#)

6. [Asunto- ja rakentamisen kehittämiskeskuksen tilannekatsaus | Pirkanmaan hyvinvointialue](#)

7. [Pays-Bas vise 100 000 nouveaux logements par an](#)

Les « corporations », des organisations à but non lucratif qui gèrent les logements sociaux, s'étaient quant à elles fixé pour objectif de construire 30 000 habitations par an. Mais 14 300 seulement ont été réalisées en 2024, faute d'un financement suffisant.

La campagne électorale des législatives de 2025 a largement été alimentée par des partis de la droite radicale ou de l'extrême droite selon lesquels le manque de logements serait dû au « tsunami » migratoire dénoncé par Geert Wilders, le dirigeant du Parti pour la liberté (PVV). La nouvelle coalition de centre droit au pouvoir depuis le 27 janvier 2026, prévoit quant à elle de s'atteler à son tour à la problématique du logement tout en misant sur des économies budgétaires.

EN HONGRIE, PAS DE QUARTIER POUR LE LOGEMENT

En Hongrie, alors que les prix du logement ont triplé entre 2015 et 2024⁸, le gouvernement de Viktor Orbán a décidé de vendre un terrain entier de Budapest à des promoteurs émirien et américain pour y créer un vaste quartier d'affaires composé de tours, d'hôtels et de magasins de luxe.

La Municipalité, dirigée par l'opposition, s'est engagé dans une bataille juridique pour préempter le terrain et y construire plutôt des logements abordables⁹. Le maire de Budapest cherche en effet à faire face à la crise du logement qui sévit dans la capitale.

Malheureusement, depuis 2022, une trentaine de milliards d'euros ont été gelés par l'Union Européenne, faute pour le pays de respecter l'État de droit. Le 1^{er} janvier 2025, c'est un milliard d'euros que la Hongrie a définitivement perdu, autant de fonds qui auraient pu venir en soutien de politiques du logement...¹⁰



8. [Housing prices, housing price index, Q3 2024](#)

9. [Hongrie: Budapest vent debout contre un pharaonique projet immobilier de Viktor Orbán](#)

10. [Droits au logement : Les défis et solutions de Budapest - Energy Cities](#)

REFUS DE TOUTE FORME DE RÉGULATION DES MARCHÉS DU LOGEMENT

Alors que les locations touristiques envahissent les marchés du logement et que les prix à la location comme à la vente explosent, les partis d'extrême droite refusent toute forme de régulation du marché privé.

En **Espagne**, le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a annoncé en janvier 2025 vouloir taxer plus fortement l'acquisition de **résidences secondaires** par les étrangers et les locations type Airbnb. Mais les partis d'opposition de la droite radicale Vox et Partido Popular ont rejeté en bloc ces propositions les qualifiant d'interventionnistes et d'utopiques¹¹.

Ils avaient déjà mobilisé ces arguments pour empêcher la mise en place d'un **encadrement des loyers** dans la région de Murcie, une région pourtant en proie à des augmentations de prix importantes¹². Vox souhaite tout bonnement abroger la loi nationale sur le logement votée en 2023 par le gouvernement qui ouvre la possibilité, pour les régions qui le souhaitent, de mettre en place l'encadrement des loyers. Malgré des bilans positifs, notamment à Barcelone¹³, montrant l'efficacité de la mesure sur l'augmentation des prix, le parti d'extrême droite martèle que cette loi a entraîné une hausse des prix à la location comme à la vente.¹⁴

11. [L'Espagne taxe le tourisme pour sauver le logement – EURACTIV France](#)

12. [PP et Vox refusent de réglementer le prix des loyers dans la région de Murcie](#)

13. [Intervenir dans les prix des loyers : comment la loi sur le logement a impacté Barcelone | Barcelone Métropole | Conseil municipal de Barcelone](#)

14. [VOX exige una Ley de Vivienda con el requisito "los españoles, primero" y bajada de impuestos - VOX](#)

En matière de **fiscalité**, le Rassemblement National s'est lui aussi farouchement opposé aux propositions de loi visant à réduire la niche fiscale dont bénéficiaient les loueurs de meublés touristiques en **France**. Il promet par ailleurs de retirer la résidence principale de l'assiette de l'impôt sur la fortune, au profit des plus riches, propriétaires de leur habitat.

Il souhaite aussi assouplir les droits de succession en augmentant les abattements fiscaux à 300 000 euros par enfant, contre 145 000 aujourd'hui, et des donations de 100 000 euros tous les dix ans au lieu de quinze. Autant de cadeaux fiscaux pour les 10 % des plus gros patrimoines du pays, avec des effets majeurs sur la reproduction des inégalités.

En **Hongrie**, bien que le gouvernement ait reconnu en octobre 2024 la nécessité de soutenir le logement abordable pour tous les groupes socio-économiques, aucune solution en matière de politique du logement n'a encore été mise en place pour assurer l'**accessibilité financière des logements**.





MARCHE ARRIÈRE SUR LES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET LA RÉNOVATION

Sur le volet des normes environnementales ou de rénovation, les partis d'extrême droite ne font pas mieux. Beaucoup promettent, ou mettent en œuvre, des mesures dites de « simplification » mais qui sont en réalité le prétexte à une déréglementation en matière de construction, de normes d'habitabilité ou de protection de l'environnement. Et au cœur de l'argumentaire, l'Union européenne est désignée comme responsable de tous les maux.

De façon plus ou moins assumée, tous les partis d'extrême droite ont mené des **campagnes climato et euroseptiques** avant leur arrivée au pouvoir, qu'il s'agisse du Rassemblement National en France, du PiS en Pologne ou de Fratelli d'Italia en Italie¹⁵. Tous dénoncent le poids des normes européennes, notamment celles relatives à l'environnement, sur les politiques nationales et sur le budget des ménages. En **Hongrie**, Viktor Orbán

et le Fidesz critiquent régulièrement les politiques européennes pour leur supposé impact négatif sur la souveraineté nationale en matière de logement, tandis que d'autres partis dénoncent des normes « punitives au nom de la défense de l'environnement ».

À Bruxelles en 2022, la révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments a suscité de vifs débats portés par les partis d'extrême droite allemand et italien. L'AfD dénonçaient l'obligation de rénover comme une atteinte au droit de propriété, tandis qu'en **Italie**, la rénovation des bâtiments était présentée comme une atteinte à l'héritage identitaire et architectural du pays¹⁶. Le gouvernement Meloni a en outre procédé à des coupes de plus de deux milliards d'euros dans les programmes de renouvellement urbain¹⁷, notamment dans le Programme pour la réhabilitation et le logement de qualité, destiné à soutenir la rénovation du parc social municipal, pourtant mal entretenu depuis de nombreuses années.

Pourtant, le parti italien ne semble pas ému par la **disparition des règles d'urbanisme** dont il fait lui-même la promotion. Le décret « *Sauvez la*

15. À la tête d'une coalition de droite et d'extrême droite, Giorgia Meloni dirige l'Italie depuis 2022.

16. <https://www.lagrandeconversation.com/politique/les-nouveaux-visages-europeens-de-lecoloscepticisme-dextreme-droite-et-comment-le-combattre/>

17. [Le gouvernement coupe plus de deux milliards dans la régénération urbaine, l'INU : « Think again »](#)

maison » édicté par le ministre Salvani, a surtout été l'occasion d'assouplir les normes d'habitabilité, en réduisant notamment les surfaces minimales légales des logements¹⁸.

Cette possibilité de pouvoir **profiter de chaque mètre carré** est aussi au cœur des propositions du précédent gouvernement néerlandais qui suggérait d'ouvrir la possibilité d'aménager des logements dans les fermes, dans son jardin ou dans son grenier. Tout comme il souhaitait rendre possible la construction de villas de 1,5 étage sans permis de construire, avec l'idée de construire un plus grand nombre de logements à moindre coût.

« Pourquoi ne peut-on pas ajouter plus de logements dans les fermes ? Pourquoi est-il permis de construire une maison dans le jardin pour que votre mère puisse y vivre si elle a besoin de soins, mais pas pour votre fille qui vit dans le grenier ? » s'interrogeait Mona Keijzer, Ministre néerlandaise du logement en 2024¹⁹.

L'accord de coalition prévoyait en outre des allègements des règles de construction par différents biais notamment l'accélération des procédures en limitant les possibilités de recours et en supprimant certains obstacles réglementaires.

Les différents gouvernements cherchent par ailleurs à libérer du foncier, à contre-courant des recommandations environnementales en termes d'artificialisation des sols. Pour cela, les **Pays-Bas** prévoyaient de lever les obstacles à la libération de sites ou de terrains mais aussi ceux entravant la construction dans les zones rurales²⁰. La ministre démissionnaire du logement avait d'ailleurs promis la construction accélérée de 900 000 nouvelles habitations d'ici à 2030, quitte à les implanter dans des zones inondables.

Le gouvernement considérait en effet que si certaines des règles environnementales visent à protéger la santé, la sécurité et la qualité de vie, elles peuvent en même temps avoir un effet inhibiteur sur la construction²¹.

De son côté, le Rassemblement National en **France** préfère faire subventionner la consommation d'énergie fossile pour se chauffer et s'opposer au ZAN (zéro artificialisation nette), plutôt que d'encourager la rénovation des passoires énergétiques et de limiter l'artificialisation des sols.

Dans la même veine, Donald Trump veut débloquer des terrains fédéraux pour construire de nouveaux logements. Il a par ailleurs annoncé mettre fin au Green New Deal américain et à l'engagement des États-Unis dans l'accord de Paris. L'un de ses premiers décrets prévoit d'ailleurs d'« éliminer les politiques climatiques nuisibles et coercitives qui augmentent les coûts des denrées alimentaires et du carburant »²². Le programme de rénovation verte et résiliente de plus de 1 milliard de dollars, adopté par le Congrès en 2022, et visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments grâce à des subventions ou des prêts à des propriétaires de logements abordables, a tout simplement été abandonné²³.

Alors que ces partis ont annoncé le droit des citoyens à disposer d'un logement digne et abordable, les 69,4 millions de ménages européens qui vivent dans des logements de mauvaise qualité ou les 11 % qui subissent des situations de précarité énergétique n'auront donc plus l'espoir de voir leur situation s'améliorer ou la possibilité de réduire leurs factures énergétiques. Pire, avec l'augmentation des coûts de l'énergie, leur situation risque même d'empirer.

18. Decreto Salva Casa: guida alle semplificazioni e sanatorie - INFOBUILD

19. Mona Keijzer: 'We moeten door roeien en ruiten om woningen te realiseren' | BBB

20. Accord-cadre de coalition 2024-2028 | Rapport | Kabinetsformatie

21. Chapitre 3a. Logement et logements sociaux | Gouvernement | Rijksoverheid.nl

22. Offrir un allègement d'urgence des prix aux familles américaines et vaincre la crise du coût de la vie - La Maison-Blanche

23. Le logement abordable menacé alors que Trump met fin à un programme de 1 milliard de dollars visant à prolonger la durée de vie des bâtiments vieillissants | Nouvelles de PBS



PRÉFÉRENCE NATIONALE ET DISCRIMINATIONS DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT

Comme pour le reste de leur programme, les partis d'extrême droite militent pour une politique du logement basée sur la préférence nationale et nourrissent un discours stigmatisant. Que ce soit dans l'accès à la propriété ou dans l'attribution des logements sociaux, les politiciens souhaitent écarter les résidents étrangers des mesures d'aide au logement. Les propositions ou mesures mises en place s'adressent donc en priorité aux ménages nationaux.

Aux **Pays-Bas**, le dernier accord de coalition²⁴ prévoyait par exemple de ne plus donner la priorité aux personnes ayant obtenu le statut de réfugié dans **l'attribution des logements sociaux**. Comme les municipalités ont en effet l'obligation de loger les personnes ayant obtenu le statut de réfugié, l'extrême droite a amené de nombreux Néerlandais à croire que les étrangers étaient largement favorisés. Pourtant, une étude menée au niveau national par l'Agence centrale de l'asile a montré que 7 % seulement des logements municipaux disponibles avaient été attribués à des réfugiés.

En **Espagne**, Vox qui souhaite créer une société de « *petits propriétaires et de loyers abordables* », plaide pour donner la priorité aux Espagnols dans l'accès à la propriété²⁵.

²⁴. [2024-2028 Framework Coalition Agreement | Rapport | Kabinetsformatie](#)

²⁵. [Faciliter la construction de logements, créer un environnement fiscal favorable, privilégier l'accès des Espagnols... voici le plan de VOX pour récupérer une Espagne de propriétaires - VOX](#)

Une autre façon de donner la préférence aux nationaux, consiste à **réserver ou à limiter l'accès aux aides sociales** pour les étrangers nouvellement arrivés sur le territoire. Ainsi en **Italie**, la Ligue de Matteo Salvini milite pour que les aides au logement soient réservées aux Italiens, en excluant les immigrés en situation irrégulière.

De son côté, le gouvernement dit « *Arizona* » de Bart De Wever en **Belgique** a l'intention de réformer le système d'allocations octroyées aux personnes qui bénéficient d'un statut de réfugié ou d'une protection subsidiaire. Les personnes arrivant sur le territoire devront désormais résider 5 ans en Belgique avant de bénéficier de l'aide sociale. Quant au revenu d'intégration auquel les réfugiés reconnus ont droit automatiquement aujourd'hui, il sera assorti de conditions plus strictes.

Ces politiques qui cherchent à faire porter la responsabilité de la crise du logement aux personnes migrantes, entraînent une **augmentation des discriminations** pourtant déjà subies par les étrangers et certains groupes sociaux comme les personnes noires²⁶, celles de confession musulmane²⁷ ou encore les personnes Roms.

Aux **Pays-Bas** par exemple, avec la pénurie de logement, de plus en plus d'annonces de colocation publiées sur les réseaux sociaux par les étudiants néerlandais stipulent expressément qu'elles n'acceptent pas les colocataires étrangers²⁸.

Amnesty international dans son dernier rapport sur le logement en octobre 2024, dénonce en Slovaquie le racisme et les discriminations institutionnels dont souffrent les ménages Roms dans le pays. Les ménages sont logés dans des

immeubles dans des états déplorablement en dehors des villes, bénéficient de contrats de location de court terme et n'ont pas accès à l'aide sociale²⁹.

En **Hongrie** également, les personnes Roms, qui représentent environ 7 % de la population, représenteraient selon les associations plus de 80 % des personnes touchées par les mesures de criminalisation du sans-abrisme, comme les interdictions de dormir dans la rue ou les sanctions contre la mendicité.

En août 2024, le gouvernement de Viktor Orban a édicté un décret entraînant l'expulsion de nombreux Ukrainiens des centres d'hébergement. Le décret réservait le droit d'accès à l'hébergement uniquement aux personnes déplacées originaires des zones de guerre. Ces secteurs éligibles, définis chaque mois par le gouvernement de Viktor Orban, laissent des centaines de familles à la rue³⁰. Selon les associations, les réfugiés visés seraient en très grande partie des ménages Roms.

De son côté, Donald Trump en mars 2025 a annoncé une vaste campagne concrétisée par un protocole d'accord inter-agences « *American housing for american citizens* » visant à expulser des logements publics les personnes en situation irrégulière sur le territoire.

« *Cet accord tirera parti des ressources, y compris de la technologie et du personnel, pour s'assurer que les Américains sont la seule priorité en matière de logement social* » avait déclaré Scott Turner, Secrétaire au Logement et au Développement urbain des États-Unis.

26. [Les personnes noires de l'UE sont de plus en plus confrontées au racisme | European Union Agency for Fundamental Rights](#)

27. [Les musulmans en Europe sont de plus en plus confrontés au racisme et à la discrimination | European Union Agency for Fundamental Rights](#)

28. ["Dutch only" : ces colocations néerlandaises où les étudiants étrangers ne sont pas les bienvenus](#)

29. [Nedosaiahnutelná potreba bývať – výskumná správa - Amnesty Slovakia et Report](#)

30. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-jeudi-22-aout-2024-4195764>

STIGMATISATION ET CRIMINALISATION DE LA PAUVRETÉ ET DU SANS-ABRISME

Loin de venir en aide aux publics les plus vulnérables, les politiques menées dans les pays d'extrême droite visent plutôt à invisibiliser la pauvreté et les personnes sans domicile en les criminalisant.

En **Hongrie**, le parti Fidesz, s'est caractérisé par l'utilisation d'un discours de division, « *nous contre eux* », présentant **les pauvres et les marginaux comme une menace pour la société**. Lors de sa campagne à Budapest en 2024, le candidat David Vitézy proposait de renforcer les pouvoirs du personnel de sécurité dans les transports publics et de permettre aux citoyens de signaler les personnes sans abri qui « *dégagent une forte odeur* »³¹. Malgré sa défaite électorale, cette campagne a fortement contribué à renforcer les préjugés à l'égard des personnes sans abris.

En **Italie**, Giorgia Meloni a annoncé avoir « *déclenché une guerre contre les occupations illégales* »³². Dès 2023, le Ministre de l'intérieur de l'époque, Matteo Piantedosi, a lancé, en lien avec les bailleurs sociaux, **d'importantes opérations d'expulsion des logements sociaux** occupés. Ces actions ont été justifiées par un discours dénonçant la prétendue « *mainmise* » de familles qualifiées de « *criminelles* » sur des logements dont une partie de la population italienne aurait besoin.

Selon les autorités italiennes, 320 000 familles seraient en attente d'un logement social, un chiffre qui pourrait être deux fois plus élevé selon certaines estimations. Par ailleurs, 1,7 million d'Italiens consacraient plus de 30 % de leurs revenus au logement. Federcasa, l'association de gestionnaires de logement, estime que 200 000 nouveaux logements devraient être produits dans les quinze prochaines années pour répondre aux besoins. L'occupation sans titre des logements sociaux, délaissés depuis de nombreuses années, est un véritable enjeu en Italie, mais les associations pointent la responsabilité des pouvoirs publics. En effet, de nombreux logements sociaux en très mauvais état restent vides, faute pour les gestionnaires d'avoir les moyens de les entretenir et de les rénover. Dans ce contexte, les familles en grande précarité s'y sont installées, parfois pensant louer le logement à des propriétaires privés. C'est l'ensemble de ces familles que le gouvernement entend déloger. Les associations dénoncent par ailleurs le manque de transparence dans les attributions et la mauvaise gestion des organismes publics. Plutôt que de s'attaquer à ces dysfonctionnements structurels, le gouvernement privilégie une communication sécuritaire et met à la rue des familles qui n'ont souvent aucune alternative³³.

Cette approche répressive s'inscrit dans un cadre législatif plus large. Avec son très controversé projet de loi DDL 1660 sur la sécurité intérieure³⁴, l'Italie a également introduit un **délit de solidarité** et prévoit des condamnations pouvant aller jusqu'à sept ans de prison pour les personnes aidant les migrants à occuper des bâtiments vacants³⁵.

31. D. VITEZY, « Les transports en commun ne peuvent pas être une auberge de sans-abri ! » : <https://vitezydavid.hu/a-tomegkozlekedes-nem-lehet-hajlektalanszallo/>

32. https://lavialibera.it/it-schede-1299-sgomberi_case_popolari_occupate_meloni

33. idem.

34. [Appel urgent à lutter contre le recul démocratique, la détérioration de l'espace civique et de l'Etat de droit en Italie - LDH](#)

35. [Unione Sindacale di Base - Associazione dei locataires et des habitants : Piano Casa Italia ? En ce qui concerne le droit au logement, nous n'acceptons pas les moqueries](#)

Dans la même logique, en **France**, le Rassemblement National a soutenu activement la proposition de loi Kasbarian-Bergé visant à **durcir la législation pénale à l'encontre des squatteurs** et à réduire considérablement les droits des locataires en situation d'impayés. Les personnes en difficulté, qu'elles occupent des bâtiments vides, ou qu'elles se maintiennent dans le logement malgré des impayés, sont présentées comme des délinquants abusant de la faiblesse de propriétaires en détresse.

Outre-Atlantique, Donald Trump a promis de traité le sans-abrisme par la « manière forte ». Il a déclaré vouloir « *sauver les villes américaines du fléau des sans-abri, des toxicomanes et des dérangés* »³⁶, s'attaquant aux programmes fondés sur le modèle du Logement d'Abord. Ceux-ci seraient remplacés par un plan de traitement forcé, accompagné de coupes drastiques dans la production de logements sociaux. Le plan prévoit la création de campements sur des terrains fédéraux, dans lesquels seraient parqués les

personnes sans abri, tandis que les personnes présentant des troubles mentaux ou d'addiction seraient orientées vers les hôpitaux psychiatriques³⁷. Cette approche repose sur l'obligation de sobriété et le traitement de la santé mentale comme principale réponse à l'extrême détresse des ménages concernés, et s'accompagne d'un discours assumé en faveur de sanctions pénales à l'encontre des personnes sans abri.

Au-delà du risque de hausse du nombre de personnes sans domicile, le désengagement des politiques du logement et l'augmentation de la criminalisation et des discriminations des personnes mal logées, ne sont pas sans conséquences. Elle précipite les personnes dans un engrenage qui les entraîne vers une plus grande marginalité. Ce traitement a aussi un impact sur la société dans son ensemble : il engendre des coûts importants, qui ont été démontrés, en matière de santé ou de justice³⁸.



36. [Agenda47: Ending the Nightmare of the Homeless, Drug Addicts, and Dangerously Deranged | Agenda47 | Donald J. Trump](#)

37. [Ce que la victoire de Trump pourrait signifier pour le logement | HEURE](#)

38. [« Sans-abri, non coupable ! » | Fondation pour le Logement](#)

PARTIE II

L'ÉTAT PROVIDENCE DÉMANTELÉ

Au nom des économies budgétaires, l'ensemble des partis d'extrême-droite a opéré des coupes historiques en s'attaquant notamment aux politiques sociales, parfois à la faveur de cadeaux fiscaux pour les ménages les plus riches. Là où ces politiques ont été menées depuis plusieurs années, la pauvreté atteint des records.

Dès son arrivée au pouvoir en 2022 en Italie, le gouvernement a décidé de **démanteler le revenu universel de base**³⁹ mis en place en 2019 et ouvrant droit pour toute personne dans le besoin à un revenu minimum d'environ 500 euros. Ce revenu avait pourtant permis une réduction significative de la pauvreté. Pour autant, le chômage était resté à un niveau élevé et c'est donc sur cet argument que le gouvernement a décidé de modifier la loi. À partir de 2024, seules les personnes présentant des difficultés particulières pour accéder à l'emploi, comme les personnes avec un handicap ou les personnes âgées, ont continué à recevoir ce revenu minimal. Mais pour les personnes en âge de travailler, le revenu a été réduit à 350 euros, n'est désormais accordé qu'à la condition d'être dans un parcours de retour à l'emploi et n'est attribué que pour 12 mois maximum. Passé ce délai, les personnes qui, selon le gouvernement, sont en capacité de travailler ne peuvent plus bénéficier d'aucune ressource.

« *Supprimer le reddito di cittadinanza n'a qu'un seul but : envoyer un message clair aux pauvres. On ne vous apporte aucune aide et vous devrez accepter n'importe quel type d'emploi, quel que soit le salaire* », pointe la sociologue Enrica Morlicchio, professeure à l'Université de Naples Federico-II, spécialiste des questions de pauvreté.⁴⁰

Seule mesure mise en place, la carte « Dedicata a te » (« dédiée à toi ») permet aux ménages modestes d'acheter des denrées alimentaires et a été refinancée pour 2025, à hauteur de 500 millions d'euros. Si cette aide apporte un soutien aux ménages les plus pauvres, les organisations de la société civile déplorent qu'aucune autre prise en charge, notamment par un accompagnement social, ne soit prévue pour les ménages en bénéficiant.

Mis en place en 2013, le « Fonds pour les arriérés irréprochables » et le fonds pour l'aide au loyer ont été créés en Italie pour soutenir les familles les plus démunies rencontrant des difficultés à payer leur loyer. En 2022, le gouvernement a supprimé cette aide, laissant des milliers de famille dans le besoin. Il sera finalement réintroduit par un amendement des centristes au sein du Parlement à la loi de finances pour 2025 à hauteur de 10 millions d'euros pour 2025 et 20 millions pour 2026.

Ces mesures, privant les ménages précaires du soutien dont ils ont besoin, ont certainement contribué à une hausse historique de la pauvreté en Italie. Selon le dernier rapport annuel de l'ISTAT, l'institut statistique italien, la pauvreté absolue touche désormais 9,8 % de la population soit 3 % de plus qu'en 2014 et les inégalités se sont creusées.

En **Finlande**, le gouvernement n'est pas en reste également, car **les secteurs de la santé et de l'action sociale**, comme le logement, représentent des postes d'économie qui viendront impacter les ménages les plus pauvres. « *Le nouveau gouvernement veut réduire de quatre milliards d'euros les dépenses publiques, dont plus de la moitié dans les secteurs de la santé et des services sociaux* » selon Minna van Gerven, professeure de politique sociale, à l'Université d'Helsinki⁴¹. Là encore, les conséquences sont dramatiques pour les plus fragiles et ont entraîné une augmentation du nombre de personnes sans domicile depuis deux ans.

39. [Le nouveau régime italien de lutte contre la pauvreté suscite des inquiétudes à Bruxelles – Euractiv FR](#)

40. [En Italie, l'extrême droite prend aux pauvres pour donner aux riches | Alternatives Économiques](#)

41. [La Finlande introduit des coupes dans la sécurité sociale malgré les avertissements en matière de droits humains | Service de nouvelles du palais de justice](#)

En **Belgique**, le programme de Bart De Wever semble aller dans le même sens : très vite, le gouvernement a procédé à d'importantes coupes budgétaires. Ces coupes s'opèrent principalement dans le domaine de la santé, privant les centres de soins municipaux des ressources suffisantes pour réaliser par exemple leurs actions de prévention efficacement. Mais aussi, après un débat houleux entre la coalition et l'opposition, d'importantes coupes budgétaires ont été décidées dans le domaine de l'éducation et de la recherche scientifique.⁴²

Le programme du gouvernement prévoit de supprimer toutes les déductions et crédits d'impôts offerts jusqu'ici aux particuliers. Le crédit d'impôt sur les allocations de chômage devrait être supprimé, alors que les salaires les plus bas seront valorisés et les cotisations des entreprises réduites. L'objectif affiché est d'atteindre une différence de 500 euros entre le salaire brut d'une personne qui travaille et celui d'une personne qui perçoit des allocations afin de « booster l'économie et le pouvoir d'achat ». Le gouvernement De Wever souhaite pour cela « responsabiliser » les bénéficiaires des aides en plafonnant les aides et en ouvrant la possibilité de transformer l'aide financière en « aide matérielle ». L'organisme de distribution des aides pourrait, par exemple, décider d'utiliser le revenu minimum d'une personne pour payer certaines factures ou les fournitures scolaires des enfants « lorsqu'il apparaît que cela n'est pas fait correctement. »⁴³

Aux **Pays-Bas**, les coupes concernent également la coopération internationale avec une réduction de l'aide apportée à l'étranger mais aussi du soutien aux organisations de la société civile agissant sur le territoire national. En plus de diminuer le budget, l'accès aux fonds devrait être plus complexe. Ainsi, le gouvernement souhaite que les associations deviennent moins « dépendantes du gouvernement ». Les organisations devront

disposer d'au moins 50 % de leurs propres revenus pour recevoir de l'argent du nouveau cadre politique, contre 25 % aujourd'hui.⁴⁴

La **Pologne** avait également été pointée du doigt par les organisations de la société civile à ce propos car le PiS, en créant un Institut National de la liberté, avait pris le contrôle des attributions de fonds publics aux organisations de la société civile⁴⁵. Les subventions ont été accordées en priorité aux organisations soutenant le parti.

Outre-Atlantique, le président Trump a dès les premiers jours de son mandat ordonné la **suspension de l'ensemble des subventions d'État** mettant un coup d'arrêt à de nombreux projets sociaux en cours dans le pays. Au même moment, la Chambre des représentants a adopté une résolution qui établit une feuille de route budgétaire faisant état de cadeaux fiscaux aux plus riches à hauteur de 4 500 milliards de dollars sur dix ans en augmentant les impôts du reste de la population et en taillant dans le budget de Medicaid, l'assurance maladie des plus démunis⁴⁶. Ce projet finalement adopté juillet 2025 représenterait selon Hakeem Jeffries, élu New-Yorkais, « la réduction la plus importante de Medicaid de l'histoire américaine »⁴⁷.

Fidèles à une image traditionaliste de la société, certains partis comme en Italie ou en Pologne avant elle, mènent des **politiques sociales visant à favoriser la natalité**.

Le gouvernement italien a adopté fin 2024 un budget 2025 qui renforce les mesures en faveur de la famille avec une « carte pour les nouveaux nés » offrant 1 000 euros aux familles ayant moins de 40 000 euros d'impôts. Le congé parental qui

42. Les coupes dans l'éducation et la recherche se poursuivent : plus de la moitié restent debout - Vox magazine

43. Voici les principales mesures décidées par le nouveau gouvernement de Bart De Wever - RTBF Actus

44. Premières coupes dans l'aide au développement annoncées : les subventions aux ONG vont être repensées | Actualité | Rijksoverheid.nl

45. La Pologne prend le contrôle du financement de la société civile et réduit encore un peu plus au silence l'opposition | liberties.eu

46. Le Congrès des États-Unis ouvre la voie au financement du programme de Trump, malgré les dissensions au sein du camp républicain | Le Devoir

47. Le Congrès américain ouvre la voie au financement du programme de Donald Trump - l'Opinion

avait été amélioré en 2022 est confirmé et renforcé. Le nombre de membres de la famille à charge est pris en compte dans le calcul des déductions fiscales : plus les membres de la famille sont nombreux, plus la marge de déduction fiscale est importante.

La **Pologne** du PiS avait également fait le choix d'une politique familiale volontariste avec son programme « Famille 500+ ». Le programme qui prévoit une allocation pour chaque enfant mais aussi diverses aides (rentrée scolaire, logement...) a eu un succès populaire important,

notamment dans les classes les plus précaires. Il a permis une diminution de la pauvreté entre 2017 et 2018 mais n'a pas eu les effets escomptés sur la natalité. Si cette aide a permis à certaines familles d'améliorer le quotidien, elle a aussi entraîné une forte inflation. Résultat en 2023, le taux de pauvreté et la natalité sont revenus aux niveaux d'avant programme.



PARTIE III

DES POLITIQUES OUVERTEMENT ANTI-IMMIGRATION

La question migratoire est le pivot des politiques menées par l'extrême droite en Europe et aux États-Unis. Désignées comme responsables de l'ensemble des maux de la société, les personnes exilées sont rejetées, leurs maigres conditions de subsistance sont réduites au maximum et celles qui se sont vu refuser un titre de séjour sont criminalisées. Pourtant, face à la pénurie de main d'œuvre, et sous la pression du patronat, un gouvernement comme celui de Giorgia Meloni n'a eu d'autre choix que d'accepter l'entrée de travailleurs étrangers.

Pourtant, la cheffe du gouvernement italien mène depuis plusieurs années une **politique intensive de lutte contre l'immigration illégale** en développant les mesures d'externalisation des frontières. L'**Italie** a passé en particulier des accords avec la Tunisie pour effectuer les contrôles avant l'arrivée des personnes en exil sur le continent. Elle a également mis en place des centres de rétention de droit italien en Albanie, hébergeant les réfugiés secourus dans les eaux italiennes, le temps de l'examen de leur demande d'asile, bien que le tribunal de Rome ait rejeter la légalité de cette pratique. Par ailleurs, le gouvernement italien s'est attelé en vain, à démontrer un lien entre les associations de sauvetage en mer et les réseaux de passeurs. Faute de pouvoir les interdire, il renvoie systématiquement les bateaux de sauvetage dans des ports éloignés des côtes concernées pour freiner leurs actions. Cette politique a entraîné une diminution du nombre de personnes arrivant sur les côtes italiennes. Cependant, cette baisse ne s'est faite qu'en reportant les passages vers d'autres routes d'accès aux frontières européennes moins sûres et au détriment des sauvetages en mer Méditerranée, où le nombre de morts a dramatiquement augmenté.

Selon le projet « Migrants disparus » porté par l'Organisation Internationale pour la Migration, le nombre annuel de décès et de disparitions de migrants dans toute la Méditerranée est passé de 2 048 en 2021 à 2 411 en 2022 et à 3 041 fin 2023.

Pourtant, Meloni, comme ses homologues européens, n'en demeure pas moins confrontée au principe de réalité et notamment à la pénurie de main d'œuvre. Sous la pression des entreprises et des besoins, elle s'est résolue en 2023 à faciliter le recours aux travailleurs étrangers en autorisant l'entrée légale de 452 000 personnes sur le territoire entre 2023 et 2025. Un nouveau décret signé en juillet 2025 prévoit en plus l'autorisation d'accès au territoire italien de 500 000 personnes entre 2026 et 2028.

Mais si la cheffe du gouvernement italienne accepte l'entrée des travailleurs, le traitement des demandeurs d'asile reste particulièrement sévère. En septembre 2023, une nouvelle mesure a été adoptée, obligeant les personnes déboutées du droit d'asile à payer 5 000 euros pour couvrir les frais d'hébergement et de subsistance durant la période de recours et de rapatriement en cas de refus définitif, afin d'éviter la mise en rétention. Qualifiée de rançon, cette mesure a été largement critiquée par l'opposition accusant le gouvernement de remplir les caisses de l'État « *sur le dos et le désespoir des personnes migrantes* ». ⁴⁸

Aux **Pays-Bas**, dès 2023, avec la montée des idées d'extrême droite dans le débat politique, la campagne législative a tourné autour du lien entre migration et crise du logement. Le premier ministre d'alors Hugo De Jonge déclarait que « *la demande [de logement] augmente plus fortement que prévu, principalement en raison de la migration* ». ⁴⁹

⁴⁸. Italie : pour éviter la rétention, les demandeurs d'asile en recours devront déboursier 5 000 euros - InfoMigrants

⁴⁹. La crise du logement et l'immigration profitent au populisme néerlandais | Le Devoir

Malgré un faible nombre de demandeurs d'asile accueillis en 2022 (32 000 en 2024 contre dix fois plus en Allemagne par exemple), le cabinet quadripartite des Pays-Bas s'est engagé à mettre en place « *le régime d'asile le plus strict qui soit* » afin de freiner l'immigration clandestine. Le gouvernement a ainsi annoncé qu'il demanderait à la commission européenne une dérogation aux règles européennes en matière d'asile et de migration.

Lors de la campagne des législatives en octobre 2025, Geert Wilders faisait la promotion de la fermeture des frontières, du retour des réfugiés Syriens dans leur pays, ou encore de la criminalisation de l'aide apportée aux personnes sans titre, ou de la **fermeture des centres d'accueil des demandeurs d'asile**.

La **Suède** elle aussi fait face à la montée de l'extrême droite et n'est plus le pays le plus généreux en Europe en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement en 2022, résultat d'une coalition entre la droite traditionnelle et l'extrême droite, les dirigeants avaient annoncé en 2023 vouloir faire de la Suède le « *pays le moins attractif d'Europe* »⁵⁰. La nouvelle majorité s'est empressée de durcir les conditions d'obtention des titres de séjour et de regroupement familial. Il faut désormais avoir vécu 8 ans sur le territoire national, ne pas avoir touché de minima sociaux plus de six mois sur les trois dernières années et mener une vie « *décente et honnête* » pour prétendre à un titre de séjour.

En mai 2024, un projet de loi porté par le gouvernement suédois prévoyait une obligation pour les fonctionnaires de **dénoncer les personnes sans titre de séjour** qu'ils seraient amenés à rencontrer dans leurs fonctions. L'ensemble des employés du secteur public, professeurs, médecins, personnel médical, bibliothécaire, se sont insurgés et ont fait valoir leur droit à la « *désobéissance civile* ». Bien que le gouvernement ait fini par reculer, les organisations de la société

civile ont estimé que le mal avait été fait et que les déclarations du gouvernement avaient suscité la peur chez les personnes concernées, sapant la confiance dans les institutions publiques et la société civile.

Le nouveau gouvernement belge⁵¹, comme ses homologues européens, ont plaidé pour un Pacte Asile européen plus sévère. Il prévoit pour sa part de durcir la politique de migration en rendant plus difficiles les conditions d'accueil en Belgique. Il a par exemple annoncé la possibilité d'avoir accès au téléphone des demandeurs d'asile pour vérifier leur récit. Si le demandeur refuse de partager ses informations, sa demande pourra être automatiquement rejetée. Les demandeurs d'asile seront désormais accueillis dans des centres collectifs, les hébergements à l'hôtel ou individuels ne seront plus possibles. L'accord gouvernemental prévoit également la possibilité pour l'Office des étrangers d'accéder avec la police au domicile des personnes en séjour irrégulier sur le territoire pour procéder à leur expulsion. Enfin, il est prévu d'augmenter le montant des frais pour acquérir la nationalité belge passant de 150 euros à 1 000 euros.

Pour la première fois en Europe, l'Autriche où le parti FPÖ est sorti victorieux aux dernières législatives, a décidé de suspendre le regroupement familial pour les migrants. Elle plaide désormais à Bruxelles pour que plus aucune demande d'asile ne soit faite sur le sol de l'Union européenne, préférant l'externalisation des frontières à un accueil digne des personnes.⁵²

Ces politiques influencent fortement les mesures européennes en matière de migration. En décembre 2025, le Conseil de l'UE a donné sa position pour un projet de Règlement sur le retour, l'initiative phare de l'UE visant à intensifier la détention d'immigrants et les expulsions de personnes sans titre, y compris vers des pays hors UE. Son positionnement reflète l'influence des

50. La Suède veut devenir « le pays le moins attractif d'Europe » pour dissuader les demandeurs d'asile

51. Voici les principales mesures décidées par le nouveau gouvernement de Bart De Wever - RTBF Actus

52. <https://www.europe1.fr/international/migrants-lautriche-fait-des-propositions-extremes-3702158>

politiques d'extrême droite qui pèsent de plus en plus en Europe. Le Conseil prévoit par exemple la **possibilité pour la police de perquisitionner des espaces privés** pour faire respecter les expulsions, y compris le domicile de citoyens soupçonnés d'héberger des migrants, ainsi que des bureaux et des centres d'hébergement gérés par des associations. Il souhaite également élargir les motifs de détention, notamment l'absence de liens familiaux, l'exercice de travaux irréguliers et l'insuffisance des moyens de subsistance, criminalisant de facto la pauvreté et le sans-abrisme. Si le texte doit encore être discuté notamment au sein du Parlement européen, il a de quoi inquiéter sur le recul des droits fondamentaux en Europe⁵³.

Ces mesures visant les personnes exilées, souvent dans des situations de grande précarité, loin de régler la crise du logement auront sans aucun doute l'effet d'invisibiliser les publics n'entrant pas dans les critères d'exigences pour demeurer légalement dans les pays concernés. Pourtant, la précarité administrative et l'impossibilité pour une personne d'accéder au droit au séjour ne font que générer et aggraver les situations de vulnérabilité et de mal-logement⁵⁴. Les personnes n'ont pas d'autres choix que de se tourner, lorsque c'est possible, vers les centres d'hébergement d'urgence qui sont aujourd'hui saturés. Ou elles sont en proie à des marchands de sommeil, qui profitent de leur vulnérabilité pour leur louer des biens insalubres à des prix indécents. Comment ne pas craindre, dans ces conditions, une explosion du sans-abrisme en Europe ?

53. [Return Regulation: JHA Council endorses police raids of private homes to search for migrants - PICUM](#)

54. [Fabrique des personnes «sans-papiers», fabrique des mal-logés | Fondation pour le Logement](#)



CONCLUSION

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, dans de plus en plus de pays en Europe comme à l'international, constitue un véritable danger pour les mal-logés et les populations les plus précaires. Mais pas seulement. Les politiques publiques qu'elle met en œuvre ne s'adressent pas aux personnes qui en ont le plus besoin. Au contraire, elles s'attaquent à l'ensemble des politiques sociales, coupent à la hache les budgets des services publics et s'accompagnent de politiques migratoires inhumaines au détriment des droits fondamentaux et de la lutte contre les inégalités.

En Finlande, le gouvernement d'extrême droite mène une politique de réforme profonde du droit du travail et du système de protection sociale. Dans ce contexte, il a fait adopter en décembre 2023 une mesure dite de « paix au travail » visant à restreindre le droit de grève. La loi limite désormais les grèves qualifiées de « politique », c'est-à-dire celles visant à contester les réformes gouvernementales. Il prévoit également de limiter les arrêts du travail à vingt-quatre heures en cas de grève, d'alourdir les sanctions financières contre les mouvements sociaux jugés illégaux et de réduire les marges de manœuvre de l'Institut de médiation lors de conflits sociaux.⁵⁵

En Italie, la loi de sécurité intérieure prévoit elle aussi un durcissement des sanctions contre les actions de la société civile, des restrictions au droit de manifester et la possibilité de retirer la nationalité à des personnes naturalisées en cas de délit.⁵⁶ En Slovaquie, les limogeages dans la police, la justice ou encore les médias se sont multipliés et une loi récente limite à aussi le droit de manifester dans le pays.

Parallèlement, plusieurs gouvernements d'extrême droite comme l'Italie, la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie ont pris le contrôle de grands médias afin de diffuser les idées gouvernementales au détriment de l'indépendance de l'information et de la liberté de la presse.

Dans de nombreux pays, comme la Pologne ou la Hongrie, le droit des femmes⁵⁷ et des personnes LGBTI+ sont mis en cause.

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir doit donc inquiéter à plus d'un titre. Au-delà des choix économiques et des arguments populistes, c'est un processus plus large de démantèlement des institutions, la fragilisation des libertés publiques voire de remise en cause de l'État de droit dont il est question.

55. En Finlande, protestation massive contre les remises en cause du modèle social et du droit de grève

56. DDL 1660 : en Italie, le Sénat examine une loi ultra-répressive pour criminaliser les mobilisations

57. <https://basta.media/en-pologne-le-gouvernement-ultra-conservateur-attaque-sans-relache-les-droits>



FONDATION
POUR LE LOGEMENT

Un combat en héritage

DÉLÉGATION GÉNÉRALE

3, rue de Romainville 75019 Paris
Téléphone : 01 55 56 37 00

SARAH COUPECHOUX

Responsable de mission Europe
scoupechoux@fondationpourlelogement.fr

www.fondationpourlelogement.fr